



FALL HARVEST  
MOISSON D'AUTOMNE  
Produce and Politics  
Fruits, légumes et politiques

## MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR – GESTION DES RISQUES DE L'ENTREPRISE

### ÉLÉMENTS DE DISCUSSION :

*Dans le doute, pensez à Établir des liens (pourquoi est-ce important pour VOUS?), à Comparer (que manque-t-il?) et à Résoudre la situation (comment le gouvernement peut-il aider?)*

*Nous voulons que les parlementaires se souviennent à tout le moins de ce qui suit :*

- **Établir des liens** : Les producteurs de fruits et légumes canadiens sont très fiers d'offrir des choix alimentaires sains, mais ce travail s'accompagne de nombreux défis et risques qui ont été aggravés par la pandémie de COVID-19. Les outils de gestion des risques de l'entreprise (GRE) sont essentiels non seulement pour protéger les producteurs pendant cette période difficile, mais aussi pour assurer la viabilité à long terme de nos exploitations.
- **Comparer** : Même avant la pandémie de COVID-19, il était largement reconnu que les programmes de GRE du Canada ne fonctionnaient pas de manière efficace pour les producteurs. Les coupes effectuées en 2013 ont fait en sorte que le programme Agri-stabilité n'est maintenant plus pertinent pour plusieurs personnes. En même temps, les producteurs de légumes de serre et autres se retrouvent avec un mécanisme d'assurance de la production inadéquat ou sans aucune assurance.
- **Résoudre la situation** : Rétablir le seuil de déclenchement d'Agri-stabilité à ses niveaux précédant 2013 et porter le niveau de la couverture à 85 %, ainsi que supprimer la limite de la marge de référence permettraient aux producteurs de mieux se protéger contre les risques et de disposer d'un filet de sécurité lorsqu'ils en ont besoin. Le gouvernement doit également travailler avec le secteur ainsi que les provinces et territoires pour trouver des outils d'assurance de la production pour les producteurs qui ne sont pas couverts par les programmes existants.



## **CE QUE NOUS DEMANDONS (*décrit dans la brochure des parlementaires*)**

- Améliorer le programme Agri-stabilité, notamment en portant la couverture de la marge à 85 % et en augmentant le taux d'indemnisation à 85 %, ainsi qu'en supprimant la limite de la marge de référence (LMR) du programme.
- Ajuster le programme Agri-stabilité pour permettre d'inclure les dépenses liées à la COVID-19 parmi les coûts admissibles.
- Créer un modèle d'indemnisation de confinement, en complément des programmes de GRE existants, pour atténuer l'incidence financière sur une exploitation en cas d'éclosion et de perte de main-d'œuvre ou d'arrêt opérationnel ultérieur.
- Examiner les options permettant d'améliorer ou de créer un accès à l'assurance de la production pour les producteurs qui n'ont pas encore de couverture adéquate ou de régime en place, comme les producteurs en serre.
- Encourager les ministres de l'Agriculture à trouver une solution utile lors de la réunion FPT en fin novembre et si nécessaire, procéder à une coalition de provinces qui souhaitent apporter des améliorations au programme Agri-stabilité, pour les mettre en œuvre en 2020.



FALL HARVEST  
MOISSON D'AUTOMNE  
Produce and Politics  
Fruits, légumes et politiques

## MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR – PROTECTION FINANCIÈRE

### ÉLÉMENTS DE DISCUSSION :

*Dans le doute, pensez à Établir des liens (pourquoi est-ce important pour VOUS?), à Comparer (que manque-t-il?) et à Résoudre la situation (comment le gouvernement peut-il aider?)*

*Nous voulons que les parlementaires se souviennent à tout le moins de ce qui suit :*

- **Établir des liens** : La culture, la récolte, l'emballage et la vente de fruits et légumes entraînent des frais généraux et des coûts en capital élevés – et les agriculteurs et vendeurs canadiens de fruits et légumes font face à un risque financier supplémentaire en raison d'une absence de protection financière par rapport aux pertes des acheteurs insolubles.
- **Comparer** : La nature périssable des fruits et légumes et les modalités de paiement plus longues du secteur font en sorte que la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI) ne constitue pas un mécanisme pratique pour les vendeurs lorsque les acheteurs de fruits et légumes deviennent insolubles. Malheureusement, le contexte commercial lié à la COVID-19 a conduit et conduira des entreprises à la faillite. Pire encore, l'absence de protection des vendeurs de fruits et légumes au Canada signifie également pour ces vendeurs qu'ils ne peuvent pas avoir accès à cette protection aux États-Unis à moins d'assumer des coûts financiers importants.
- **Résoudre la situation** : Une fiducie statutaire réputée limitée au Canada permettrait de protéger les vendeurs de fruits et légumes lors de faillites *sans engendrer de coût pour le gouvernement*. Alors que la sécurité alimentaire se classe au deuxième rang des priorités de tous les Canadiens après les soins de santé, il est essentiel que le gouvernement mette en place toutes les mesures de protection possibles pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire, y compris un mécanisme de fiducie réputée au Canada.



### **CE QUE NOUS DEMANDONS (*décrit dans la brochure des parlementaires*)**

- Prendre des mesures immédiates pour établir une fiducie statutaire réputée limitée qui protège les producteurs et les vendeurs de fruits et légumes lors de faillites.
- Adopter le projet de *Loi sur la protection des fruits et légumes frais*, rédigé par Ronald C. Cuming, expert des lois canadiennes sur la faillite. Cette *loi* relèverait du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire et viendrait compléter la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI).
- Demander au ministère de l'Agriculture des États-Unis de restituer l'accès préférentiel du Canada à la PACA lors du dépôt du projet de loi.



## MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR – MAIN-D'OEUVRE

### ÉLÉMENTS DE DISCUSSION :

*Dans le doute, pensez à Établir des liens (pourquoi est-ce important pour VOUS?), à Comparer (que manque-t-il?) et à Résoudre la situation (comment le gouvernement peut-il aider?)*

*Nous voulons que les parlementaires se souviennent à tout le moins de ce qui suit :*

- **Établir des liens** : Avant la pandémie de COVID-19, la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de l'horticulture avait déjà atteint des niveaux de crise. La fermeture mondiale a menacé le flux des travailleurs agricoles internationaux, ce qui représente un défi important pour la production et la sécurité alimentaires ici au Canada et démontre à quel point ces employés sont essentiels pour notre système alimentaire.
- **Comparer** : Nous demeurons préoccupés par le nombre considérablement réduit d'employés qui ont pu venir au Canada et par les conséquences sur la production nationale, surtout pour les exploitations qui ont connu des éclosions de COVID-19.

Notre chaîne d'approvisionnement a engagé des coûts opérationnels sans précédent qui ne sont pas couverts de manière adéquate par les programmes gouvernementaux et la Prestation canadienne d'urgence (PCU) a créé des difficultés imprévues pour faire appel à des travailleurs intérieurs.

- **Résoudre la situation** : Emploi et Développement social Canada (EDSC) et Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) ont besoin de ressources pour gérer le flux de travailleurs internationaux et travailler avec les pays d'origine à court et à long terme.

À l'avenir, les programmes de soutien liés à la COVID-19 doivent adopter une approche ciblée pour réduire les conséquences et les répercussions involontaires sur les entreprises, notamment les difficultés pour faire appel à des travailleurs intérieurs.



FALL HARVEST  
MOISSON D'AUTOMNE

Produce and Politics  
Fruits, légumes et politiques

## **CE QUE NOUS DEMANDONS (*décrit dans la brochure des parlementaires*)**

- À court et à long terme, s'efforcer d'améliorer les normes de service et les délais de traitement des demandes présentées dans le cadre du PTAS et du volet agricole du PTET, notamment en veillant à ce qu'Emploi et Développement social Canada (EDSC) et qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) disposent de ressources suffisantes pour gérer efficacement le flux de travailleurs entrant en 2021.
- Dans l'éventualité où la *Loi sur la mise en quarantaine* soit élargie, prolonger le financement et en fournir des sources supplémentaires pour le *Programme d'aide pour l'isolement obligatoire des travailleurs étrangers temporaires*.
- Prolonger le financement disponible dans le *Fonds d'urgence pour les mesures de soutien à la ferme* afin d'aider les producteurs à gérer les coûts associés aux réformes du logement ainsi qu'aux exigences en matière de santé et de sécurité.
- Travailler avec les pays d'origine et mettre en œuvre des mesures visant à rationaliser la collecte de données biométriques ainsi que les processus de demande de visa et de permis de travail.
- Prolonger la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) jusqu'à ce que l'Agence de la santé publique du Canada déclare que la pandémie de COVID-19 est terminée et modifier le programme pour permettre aux entreprises et aux organisations de présenter une demande de prestations rétroactives fondées sur une évaluation des répercussions financières sur une année complète, et ce, de manière à mieux tenir compte des répercussions sur les revenus pour de nombreuses personnes dans la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes et de prendre en compte les cycles de revenus ultérieurs.
- Modifier les modalités de la SSUC, en offrant la possibilité de présenter une demande de SSUC fondée sur une chute du revenu net, pour soutenir les entreprises essentielles, dont celles de la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes frais, qui ont été touchées par une hausse importante des coûts opérationnels due à la COVID-19.
- S'assurer que les prestations d'emploi actuelles et futures liées à la COVID-19 offrent aux Canadiens ayant besoin d'un appui la possibilité de travailler au-delà des limites actuelles du programme.



## MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR – DURABILITÉ

### ÉLÉMENTS DE DISCUSSION :

*Dans le doute, pensez à Établir des liens (pourquoi est-ce important pour VOUS?), à Comparer (que manque-t-il?) et à Résoudre la situation (comment le gouvernement peut-il aider?)*

*Nous voulons que les parlementaires se souviennent à tout le moins de ce qui suit :*

- **Établir des liens** : Notre secteur se trouve en première ligne en ce qui concerne les défis du changement climatique à relever et la durabilité environnementale à promouvoir. Nous déployons des efforts pour assurer la viabilité économique de notre secteur et le bien-être des personnes et de la planète qui le soutiennent.
- **Comparer** : Les agriculteurs et autres intervenants de la chaîne d'approvisionnement ont été chefs de file en matière de pratiques écologiques, mais celles-ci passent souvent inaperçues aux yeux du gouvernement et du public.
- **Résoudre la situation** : Qu'il s'agisse d'une approche pragmatique en ce qui concerne les plastiques problématiques et d'une infrastructure qui favorise un recyclage efficace et une économie circulaire, de la reconnaissance et du soutien des pratiques écologiques ou de la réduction des déchets alimentaires, la collaboration des gouvernements et de notre secteur peut garantir des solutions efficaces et à long terme.



## **CE QUE NOUS DEMANDONS (*décrit dans la brochure des parlementaires*)**

- Travailler avec les partenaires provinciaux et territoriaux et le secteur pour évaluer les répercussions de la COVID-19 sur le système alimentaire et entreprendre un examen de la manière dont le système alimentaire s'en est tiré pendant la pandémie, afin de s'assurer que le système alimentaire canadien est stable et fonctionne efficacement pour faire face aux crises futures.
- Travailler avec notre secteur pour trouver des solutions fondées sur des données probantes qui tiennent compte des répercussions en matière de salubrité des aliments et de sécurité alimentaire de la réduction de l'utilisation des plastiques pour les fruits et légumes frais. Cela comprend une combinaison de l'éducation, l'innovation et la collecte efficace des matières recyclables dans les communautés partout au Canada qui sont essentielles pour soutenir une économie circulaire.
- S'engager à mettre en place un financement dédié à la recherche et à l'innovation dans le secteur pour faciliter la transition des plastiques inutiles et problématiques vers des options plus durables et plus écologiques.
- Reconnaître davantage les efforts du secteur agricole en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et adopter des pratiques plus écologiques. Le gouvernement doit intégrer tous les carburants dans les exemptions de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* accordées aux agriculteurs.
- Investir des fonds et des ressources appuyant la réduction des déchets alimentaires de la chaîne d'approvisionnement, notamment au moyen d'un Programme de récupération d'aliments excédentaires rehaussé, et tirer parti de l'expertise du secteur canadien des fruits et légumes frais pour bâtir un programme efficace d'achat et de distribution des aliments afin de veiller à ce que les aliments parviennent à ceux qui vivent l'insécurité alimentaire dans les délais requis.